

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

**Arrêté n° AE-F09314P0167 du 25/07/2014**  
**portant décision d'examen au cas par cas**  
**en application de l'article R122-3 du code de l'environnement**

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu le code forestier, notamment ses articles L341-1 et L341-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du préfet de région n° 2013336-0002 du 2 décembre 2013 portant délégation de signature à Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09314P0167, relative à la réalisation d'un projet de défrichement pour lotissement de 5 habitations et réhabilitation d'une villa existante sur la commune de Mougins (06), déposée par le groupe Realease Investissement, reçue le 22/07/2014 et considérée complète le 22/07/2014 ;

Vu la saisine de l'agence régionale de santé en date du 25/07/2014 ;

**Considérant la nature du projet**, qui relève 51a du tableau annexé à l'article R122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les défrichements portant sur une superficie totale, même fragmentée, comprise entre 0.5 et 25 hectares et consiste à procéder au défrichement des parcelles cadastrées G 7104, 7106, 7107, 7108, 7109, 7112, 7115, 7116, 7121, 7122, 7123, 7125 et 7365, 1962, 1966, 1967, 1968, 1969, 1973, 1977, 3793, 6183, 7021, 7025 et 7026 sur une superficie de 24400 m<sup>2</sup> ;

**Considérant que ce projet a pour objectif** la remise en état de terrains laissés à l'abandon avant la création d'un lotissement de 5 habitations ainsi que la réhabilitation d'une villa existante ;

**Considérant la localisation du projet** dans un secteur déjà urbanisé, zonage Udc + Uda du PLU approuvé le 28 octobre 2010 ;

**Considérant que le projet** ne concerne pas de zone naturelle d'intérêt écologique floristique et faunistique, de site Natura 2000 ;

**Considérant que le projet** a déjà fait l'objet d'un examen au cas par cas, portant sur les parcelles cadastrées G 7104, 7106, 7107, 7108, 7109, 7112, 7115, 7116, 7121, 7122, 7123, 7125 et 7365, pour une superficie de 6400 m<sup>2</sup> à défricher et n'a pas été soumis à étude d'impact ;

**Considérant qu'une autorisation de défrichement** a été délivrée le 20 août 2007 sous le numéro 085.07.230 pour les parcelles cadastrées G 1962-1966 à 1969-1973-1977-2037-2038-2793-6183-7019-7023-7025-7026 pour une superficie à défricher de 18000 m<sup>2</sup> ;

**Considérant que les impacts du projet** sur l'environnement ne sont pas de nature à remettre en cause les équilibres naturels

## **Arrête :**

### **Article 1**

Le projet de défrichement des parcelles cadastrées G 7104, 7106, 7107, 7108, 7109, 7112, 7115, 7116, 7121, 7122, 7123, 7125 et 7365, 1962, 1966, 1967, 1968, 1969, 1973, 1977, 3793, 6183, 7021, 7025 et 7026 situé sur la commune de Mougins (06) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

### **Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### **Article 3**

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de région. La présente décision est notifiée au groupe Realease Investissement.

Fait à Marseille, le 25/07/2014.

Pour le préfet de région et par délégation,  
Pour la directrice et par délégation,  
L'adjoint à la chef d'unité évaluation environnementale



Christophe FREYDIER

<b>Voies et délais de recours</b>
-----------------------------------

#### **Décision dispensant le projet d'étude d'impact :**

##### **Recours gracieux :**

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône  
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement  
Secrétariat général  
16, rue Zattara  
CS 70248  
13331 - Marseille cedex 3  
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

##### **Recours hiérarchique :**

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie  
Commissariat général au développement durable  
Tour Voltaire  
92055 La Défense Sud  
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

##### **Recours contentieux :**

Tribunal administratif de Marseille  
22-24, rue de Breteuil 13281 Marseille Cedex 06  
(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).